

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6 Allées de l'Adour  
64 100 Bayonne

Bayonne, le 11/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **STATION TOTAL CASTAGNET**

65, Avenue de l'Adour  
64 600 Anglet

Références : UBD40-64/D2026  
Code AIOT : 0005211054

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2026 dans l'établissement STATION TOTAL CASTAGNET implanté 65, Avenue de l'Adour 64600 Anglet. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°11054/2021/62 en date du 04/11/2021 pour non respect des dispositions de l'article R.543-99 du Code de l'environnement en ne présentant pas une attestation de capacité pour l'utilisation de fluides frigorigènes valide.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STATION TOTAL CASTAGNET
- 65, Avenue de l'Adour 64600 Anglet
- Code AIOT : 0005211054
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Station service sous le régime de la déclaration rubrique 1434-1b et 1435-2 : récépissé de déclaration n°88/IC/283 en date du 14/12/1988

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure n°11054/2021/62 du 04 novembre 2021

## 2) Constats

La société Garage CASTAGNET a été mise en demeure, par l'arrêté n°11054/2021/62 du 04 novembre 2021 pour non présentation d'une attestation de capacité valide à manipuler les fluides frigorigènes.

Cette capacité est valable pour 5 ans et doit donc être renouvelée tous les 5 ans avant la date de péremption.

Le garage CASTAGNET a présenté une attestation de capacité à manipuler les fluides frigorigènes valide, en date du 06/03/2026 et valable jusqu'au 05/03/2031.

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ; la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ; la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ; les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des pollutions, des risques et des nuisances	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-99	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté l'attestation de capacité pour l'utilisation de fluides frigorigènes valide, en date du 06/03/2026 et valable 5 ans, soit jusqu'au 05/03/2031. Cette attestation a été délivrée par la société Bureau VERITAS, attestation de capacité n° 5078965

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°11054/2021/62 en date du 04/11/2021 est levé

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-99
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérateurs mentionnés à l'article R.413.76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R.143-108 à R.543-112 ; Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements , une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement. L'attestation de capacité est délivrée pour une durée de 5 ans après une vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévues à l'article R.543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.
<b>Constats : Conforme</b> L'exploitant a présenté l'attestation de capacité n° 5078965 pour l'utilisation de fluides frigorigènes valide, en date du 06/03/2026 et valable jusqu'au 05/03/2031. Cette attestation a été délivrée par la société Bureau VERITAS. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°11054/2021/62 en date du 04/11/2021 peut être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure